

**POUR UN NOUVEL ESPACE
DE PROSPÉRITÉ**



CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES 2008-2009

Janvier 2008

Québec 

**POUR UN NOUVEL ESPACE
DE PROSPÉRITÉ**

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES 2008-2009

Janvier 2008

Pour un nouvel espace de prospérité
Consultations prébudgétaires 2008-2009

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Janvier 2008

ISBN 978-2-550-51951-5 (Imprimé)

ISBN 978-2-550-51952-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2008

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. LES DÉFIS ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC	3
1.1 Faire face à un environnement international plus exigeant et plus compétitif	4
1.2 Préserver le dynamisme de l'économie intérieure.....	8
1.3 Accroître la productivité	11
2. DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	23
2.1 Un contrôle serré des dépenses dans un souci de gestion rigoureuse des finances publiques.....	24
2.2 Une fiscalité compétitive.....	26
2.3 Des infrastructures publiques modernes	28
2.4 Le soutien au développement économique durable	29
3. QUESTIONS POUR DISCUSSION.....	31

INTRODUCTION

Depuis 2003, le gouvernement du Québec agit afin d'aider l'économie québécoise à réaliser son plein potentiel. Son action s'est organisée autour de plusieurs axes répondant directement aux attentes des Québécois. Des réussites sont au rendez-vous, mais il reste encore des défis à relever.

La gestion rigoureuse et transparente des finances publiques dont a fait preuve le gouvernement a permis de maintenir l'équilibre budgétaire et d'investir dans les grandes priorités que sont notamment la santé, l'éducation, la famille, l'allègement du fardeau fiscal, la réduction du poids de la dette et les infrastructures publiques de qualité.

Parmi les grandes priorités du gouvernement et les défis auxquels est confronté le Québec, la prospérité demeure un enjeu central. D'elle dépendent notre qualité de vie et notre capacité à financer les services publics auxquels nous sommes tous attachés.

Afin de construire un nouvel espace de prospérité synonyme d'une amélioration du niveau et de la qualité de vie, le Québec devra, dans les prochaines années, relever le défi de la productivité. À cet égard, le Québec aura notamment à accroître sa productivité pour faire face à un environnement international plus exigeant et plus compétitif. Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer afin de mettre en place un environnement propice au développement économique.

Pour y arriver, le gouvernement entend agir sur les grands déterminants de la productivité. À cet égard, il compte stimuler prioritairement l'investissement privé.

Il est primordial que la société québécoise réfléchisse aux actions que doit privilégier le gouvernement du Québec pour créer ce nouvel espace de prospérité. Les consultations prébudgétaires sont l'occasion de discuter de ces enjeux et, plus particulièrement, de proposer à l'État québécois des moyens et des actions pour soutenir l'investissement privé sur le territoire du Québec, permettant ainsi d'accélérer la croissance de la productivité et, par le fait même, de l'économie.

Le présent document a été conçu pour être le point de départ des échanges pendant les consultations prébudgétaires.

- La première section présente les défis économiques du Québec.
- La deuxième partie brosse un tableau des actions du gouvernement en faveur de la croissance économique.

1. LES DÉFIS ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

De façon générale, l'économie québécoise se porte bien. Mais, pour apprécier plus justement notre performance économique, il importe de considérer l'environnement auquel nous avons été confrontés ces dernières années. Les bons résultats du Québec depuis 2003 traduisent surtout le dynamisme des entreprises et des travailleurs. Aussi, comme nous le verrons plus loin, ces résultats ne sont pas étrangers aux actions posées par le gouvernement afin d'appuyer la croissance économique.

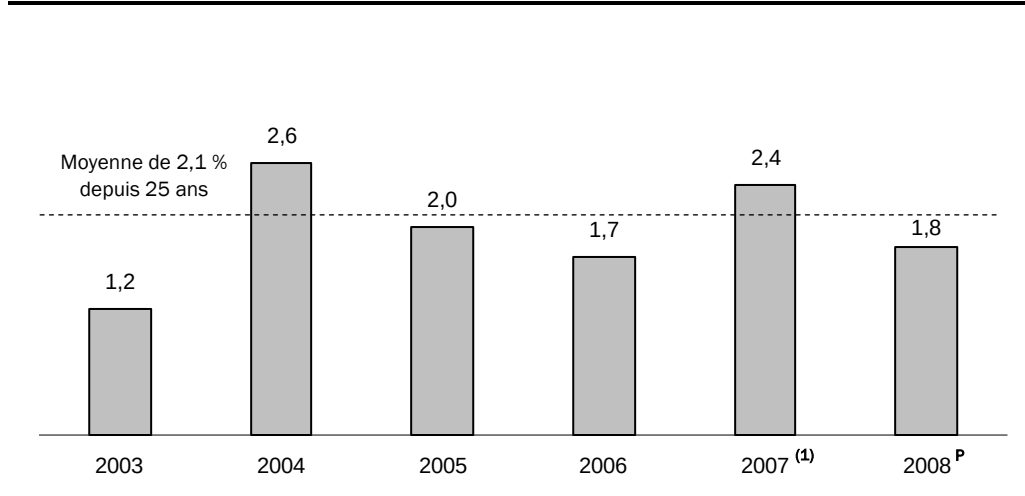
Malgré les impacts négatifs liés aux prix du pétrole, au taux de change et à la demande américaine, la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) réel est d'environ 2 % en moyenne depuis 2003, une progression comparable à celle des 25 dernières années.

Toutefois, la possibilité d'une récession aux États-Unis constitue un facteur de risque important pour la vigueur de la croissance économique du Québec. Les prévisionnistes du secteur privé prévoient déjà que la croissance du PIB réel au Québec passera de 2,4 % en 2007 à 1,8 % en 2008.

GRAPHIQUE 1

Croissance économique du Québec

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



(1) Moyenne des trois premiers trimestres de 2007.

P : Consensus des économistes du secteur privé, 25 janvier 2008.

Sources : Statistique Canada et relevé du ministère des Finances du Québec.

Si le Québec souhaite poursuivre et même accroître sa prospérité au cours des prochaines années, il devra relever certains défis :

- Faire face à un environnement international plus exigeant;
- Préserver le dynamisme de l'économie intérieure;
- Accroître sa productivité.

1.1 Faire face à un environnement international plus exigeant et plus compétitif

Le Québec a connu une bonne croissance économique en 2007, et ce, malgré un contexte international plus exigeant et plus compétitif. En fait, diverses pressions extérieures ont entraîné une détérioration significative de la contribution du secteur extérieur québécois à la croissance économique.

— Ainsi, alors que le secteur extérieur avait ajouté un point de pourcentage par année à la croissance du PIB réel à la fin des années 1990, il aura retranché, en moyenne, 1,6 point par année, de 2002 à 2007.

Au premier titre, le ralentissement économique aux États-Unis devrait s'accroître de façon importante en 2008 et créer des pressions à la baisse sur l'activité économique québécoise.

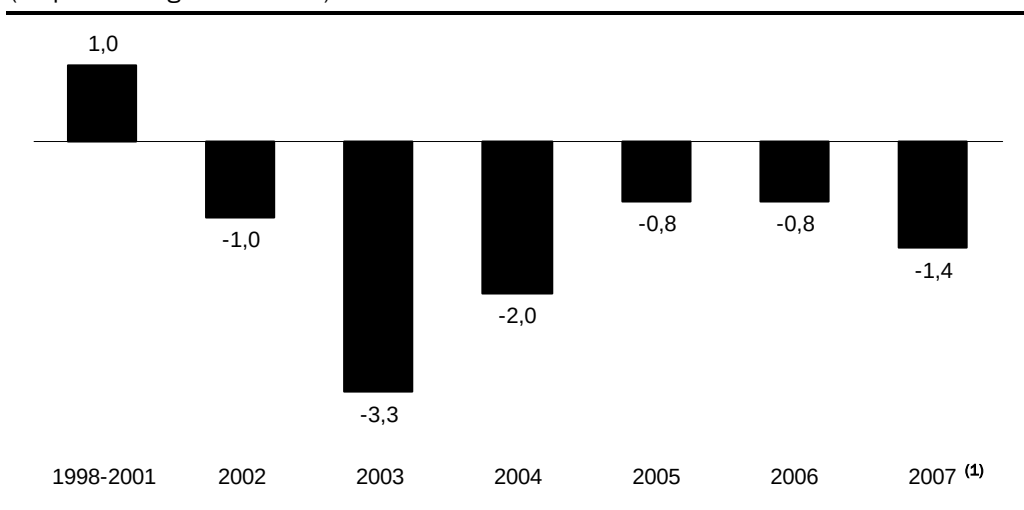
Ces pressions s'ajoutent à un environnement international déjà plus exigeant pour notre performance économique, notamment :

- L'adaptation des entreprises à un dollar canadien à parité;
- Un nouveau renchérissement de l'énergie;
- Une concurrence accrue de nouvelles puissances économiques comme la Chine et l'Inde.

Cet environnement affecte particulièrement les entreprises manufacturières exportatrices du Québec. Depuis 2003, près de 100 000 emplois manufacturiers ont été éliminés, soit environ 20 % des emplois du secteur.

GRAPHIQUE 2

Contribution du secteur extérieur à la croissance économique du Québec
(en pourcentage du PIB réel)



(1) Moyenne des trois premiers trimestres de 2007.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

❑ Un ralentissement économique notable aux États-Unis

L'économie du Québec doit composer actuellement avec le ralentissement de l'économie de son principal partenaire commercial, les États-Unis. La croissance y sera plus faible en raison d'un recul plus important que prévu des investissements résidentiels et d'une progression plus faible des dépenses des ménages.

— Avec cette conjoncture défavorable, plusieurs analystes américains s'attendent à une récession aux États-Unis en 2008.

Ainsi, après avoir atteint 2,2 % en 2007, la croissance du PIB réel américain devrait se modérer, pour se fixer à 1,5 % en 2008. Il s'agit de la plus faible croissance annuelle enregistrée depuis les récessions de 2001 (0,8 %) et de 1991 (-0,2 %).

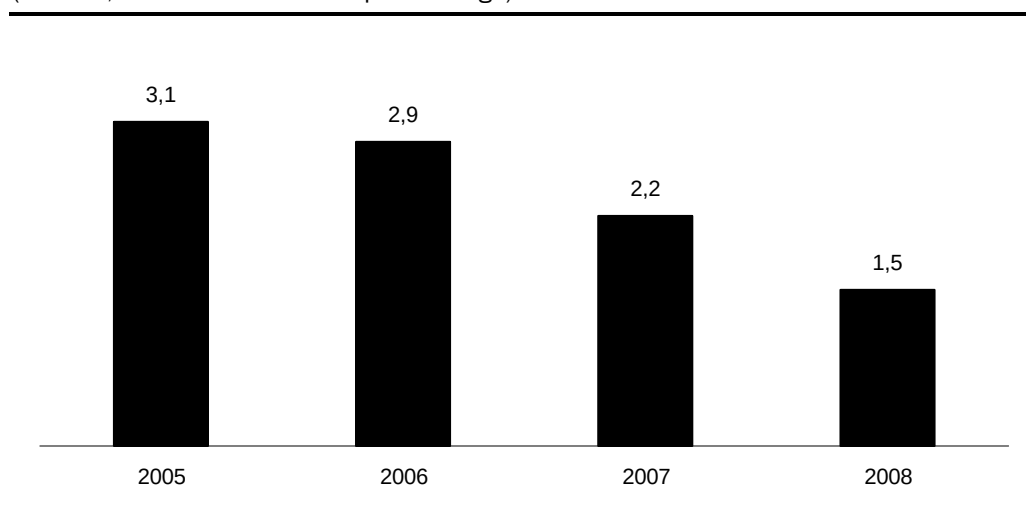
Le Québec est une économie ouverte puisque les exportations internationales de biens et services représentent plus de 30 % du PIB québécois. C'est également une économie fortement intégrée au marché américain, alors que près de 80 % des exportations internationales québécoises y sont destinées.

— Les difficultés importantes de l'économie américaine devraient ainsi entraîner une demande plus faible des Américains pour les produits québécois en 2008.

GRAPHIQUE 3

Croissance économique américaine : ralentissement anticipé

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Source : Global Insight.

❑ L'adaptation des entreprises à un dollar canadien à parité avec le dollar américain et au renchérissement de l'énergie

Soutenu par un climat économique canadien favorable et par une poussée importante du prix des matières premières, le cours du dollar canadien s'est accru de plus de 60 % depuis 2002 vis-à-vis le dollar américain, dont une appréciation fulgurante de 20 % en 2007.

— C'est ainsi que le dollar canadien se situe en moyenne, depuis l'automne 2007, à parité avec le dollar américain.

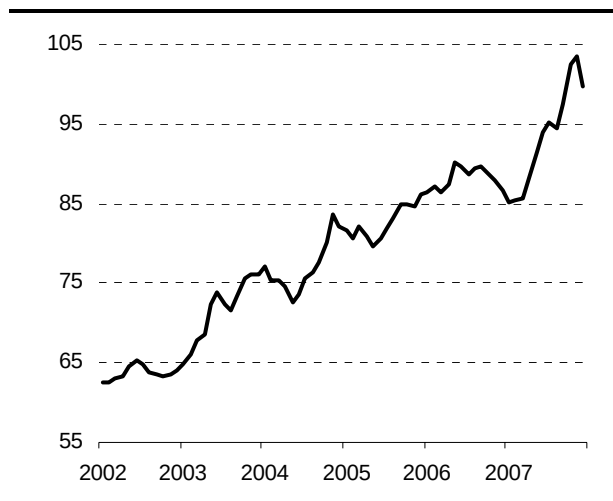
L'adaptation des entreprises à un dollar canadien à parité avec le dollar américain se fera progressivement. Leur compétitivité, largement soutenue par un dollar faible par le passé, doit maintenant être rehaussée par une productivité accrue, et ce, grâce à des efforts d'investissement, d'innovation et de formation de la main-d'œuvre. Heureusement, l'appréciation du dollar canadien réduit le coût d'achat des machines et du matériel, importés à plus des deux tiers.

Par ailleurs, depuis 2002, le prix du baril de pétrole a plus que quadruplé pour avoisiner 100 dollars américains au début de janvier 2008. Il s'agit là de coûts additionnels pour les entreprises. La hausse des prix énergétiques ainsi qu'une préoccupation de plus en plus grande pour le développement durable obligent les entreprises à investir dans des processus de production moins énergivores.

GRAPHIQUE 4

Dollar canadien

(en cents américains)

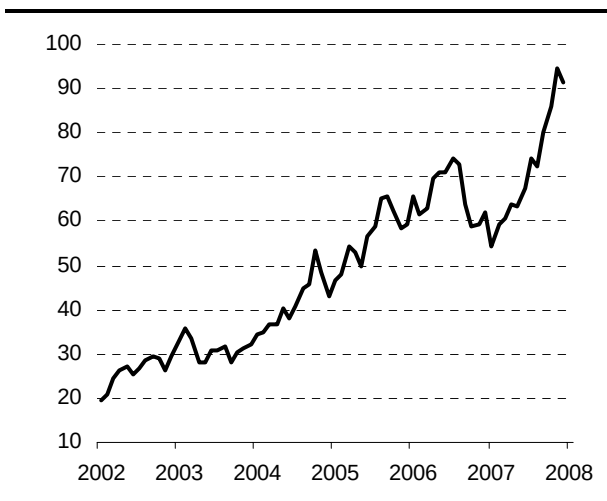


Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 5

Prix du baril de pétrole

(dollars américains par baril, West Texas Intermediate)



Source : Bloomberg.

□ Une concurrence accrue de nouvelles puissances économiques

Notre prospérité dépend en grande partie de notre capacité à maintenir et même à accroître notre commerce avec l'étranger.

Le Québec, comme toutes les autres économies industrialisées, doit s'ajuster à un environnement de mondialisation des marchés et de libéralisation des échanges. Au cours des dernières années, l'accentuation de ces tendances a insufflé une poussée aux échanges internationaux en produits manufacturés et a conduit à une relocalisation de la production vers d'autres régions du globe.

— C'est ainsi que la Chine est devenue un centre d'assemblage et de transformation de produits manufacturés de premier plan dans le monde.

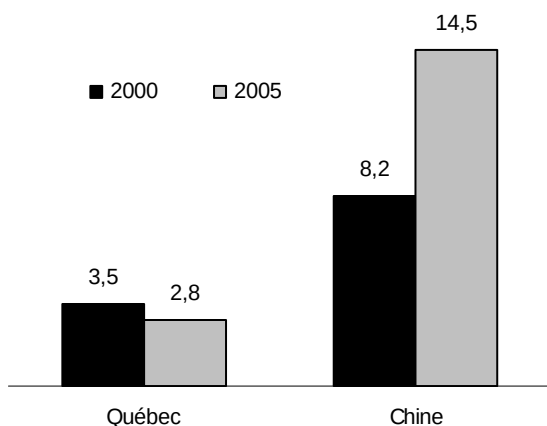
Les entreprises doivent faire face à une concurrence accrue sur leurs marchés traditionnels, mais aussi participer à la globalisation des chaînes de production.

— Par exemple, nos entreprises, qui voient leurs parts de marché réduites, notamment aux États-Unis, doivent s'efforcer de trouver de nouveaux clients et/ou produits.

— Les entreprises doivent également profiter des occasions intéressantes pour les ressources et les produits telles qu'offrent la Chine et l'Inde, qui avec 2,4 milliards d'habitants, enregistrent de fortes croissances économiques. Il en provient une forte demande en ressources naturelles, en produits de haute technologie et en services conseils.

GRAPHIQUE 6

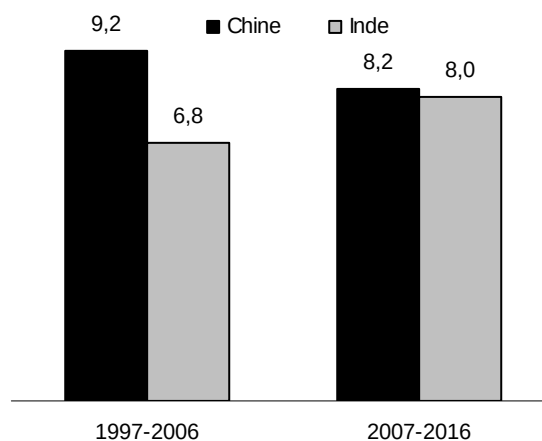
Parts du Québec et de la Chine dans les importations des États-Unis
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et Global Insight.

GRAPHIQUE 7

Croissance économique en Chine et en Inde
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Source : Global Insight.

1.2 Préserver le dynamisme de l'économie intérieure

Depuis le début des années 2000, le Québec a connu une croissance économique intéressante dans son ensemble. Cette évolution favorable s'est réalisée grâce à une demande intérieure québécoise très dynamique et, en dépit d'un contexte international devenu plus compétitif et plus exigeant. En particulier :

- Les dépenses des ménages ont enregistré une forte augmentation;
- Le marché du travail a connu une amélioration significative.

❑ Les dépenses des ménages restent fortes

Les ménages ont accru leurs dépenses personnelles réelles de plus de 3 % en 2007, comme ils l'ont fait en moyenne chaque année depuis 2003, du jamais vu depuis la fin des années 1980.

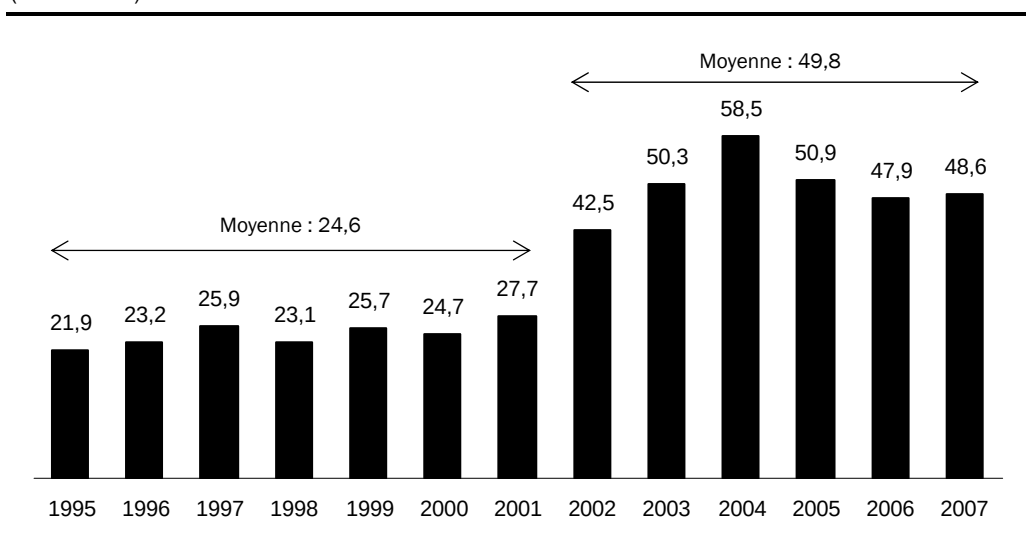
Parallèlement, le nombre de nouvelles unités mises en chantier est resté élevé depuis cinq ans. En moyenne, depuis 2002, 49 800 unités ont été mises en chantier annuellement.

- Il s'agit d'un niveau de loin supérieur à celui observé à la fin des années 1990, alors que 24 600 unités étaient mises en chantier annuellement.

Ce dynamisme des ménages est notamment attribuable à l'amélioration du marché du travail et aux réductions d'impôt consenties par les gouvernements.

GRAPHIQUE 8

Mises en chantier (en milliers)



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

❑ Le marché du travail à son meilleur depuis 30 ans

Les Québécois peuvent compter sur une amélioration importante du marché du travail depuis 2003.

La croissance de l'emploi est demeurée très robuste malgré les pressions que connaissait le secteur manufacturier. Depuis 2003, il s'est créé 281 800 emplois au Québec. Le taux de chômage a ainsi atteint 7,2 % en moyenne en 2007, le niveau le plus bas depuis 33 ans, alors que 86 300 emplois étaient créés.

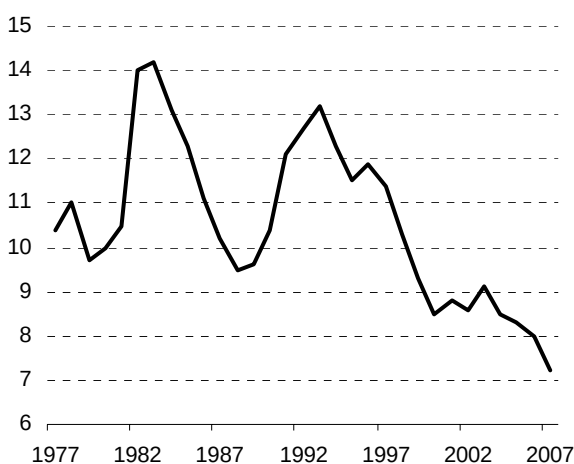
— Le taux de chômage est même descendu à 6,9 % en septembre 2007. Il se situait à 7 % en décembre 2007.

En outre, jamais une aussi grande proportion de la population n'a détenu un emploi dans l'histoire du Québec. Pour la quatrième année consécutive, le taux d'emploi excède 60 %, un record.

— Il se situait à 61,2 % en décembre 2007.

GRAPHIQUE 9

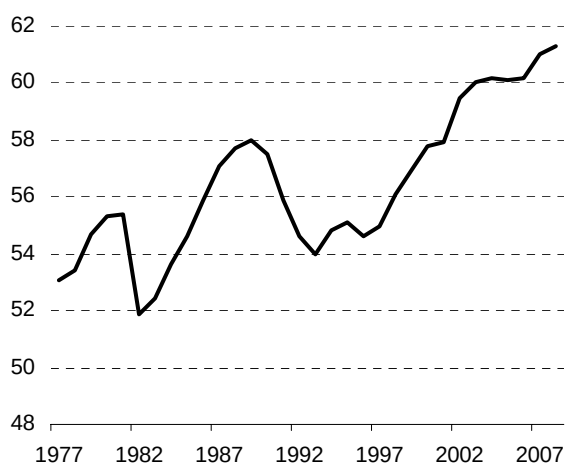
Taux de chômage au Québec (en pourcentage)



Source : Institut de la statistique du Québec.

GRAPHIQUE 10

Taux d'emploi au Québec (en pourcentage)



Source : Institut de la statistique du Québec.

❑ Des investissements non résidentiels en progression

Les entreprises québécoises ont profité d'un climat économique favorable pour accroître leurs investissements.

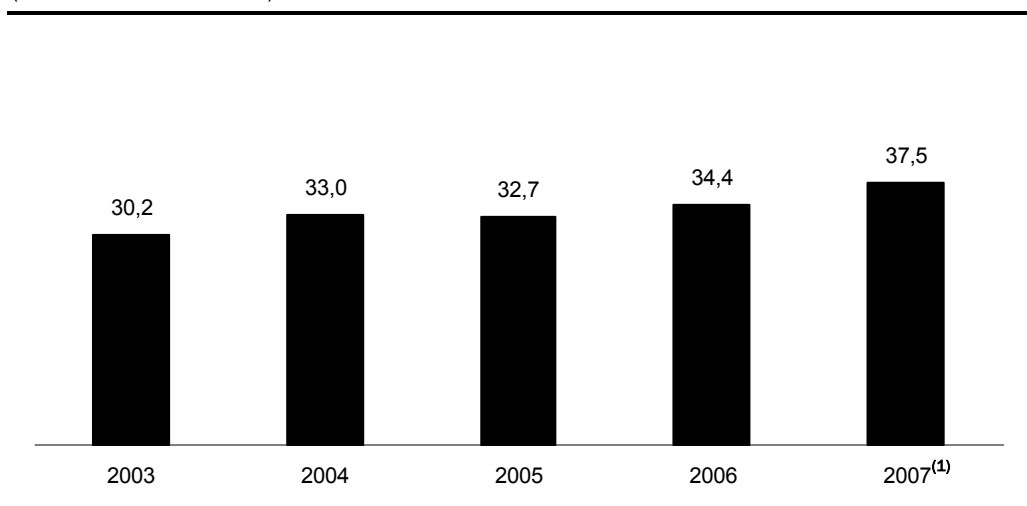
- En particulier, les profits élevés et la forte hausse du dollar canadien ont favorisé l'achat de machines et matériel.
- De plus, depuis 2003, le gouvernement a appuyé plusieurs grands projets de développement économique dans l'ensemble des régions du Québec.

Le gouvernement a également haussé le rythme des investissements dans les infrastructures publiques. Cette tendance s'accélérera grâce au « Plan québécois des infrastructures », car le gouvernement du Québec investira 30 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour le développement et la restauration des infrastructures publiques.

Au total, les investissements non résidentiels, privés et publics, ont contribué positivement à la vigueur de la demande intérieure. Ainsi, de 2003 à 2007, ils se sont accrus au total de 24 % au Québec.

GRAPHIQUE 11

Investissements non résidentiels publics et privés (en milliards de dollars)



(1) Moyenne des trois premiers trimestres de 2007.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

1.3 Accroître la productivité

❑ Une performance économique comparable à celle de l'Ontario, abstraction faite de la démographie

Le Québec a connu, depuis 25 ans, une croissance économique intéressante dans son ensemble. En effet, la croissance économique du Québec a été de 2,1 % par année en moyenne au cours des 25 dernières années. Il s'agit d'une performance inférieure à la moyenne canadienne, qui est de 2,8 %, et à la croissance économique en Ontario, se situant à 3,0 %.

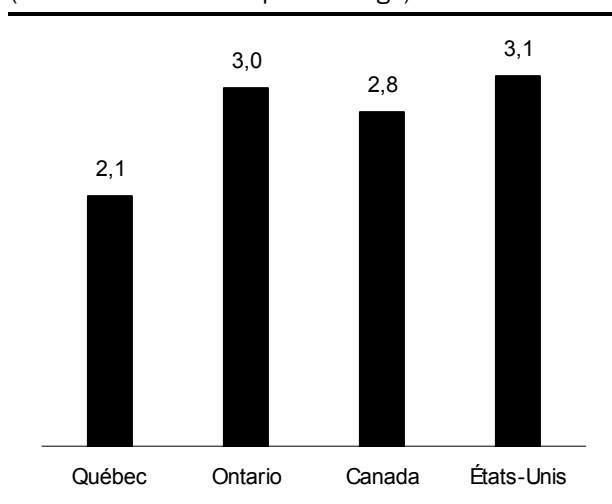
L'Ontario et le Canada ont enregistré une croissance économique plus élevée au cours de cette période en raison, principalement, d'une croissance de la population plus importante.

— En effet, la croissance du PIB réel par habitant au Québec, soit l'augmentation du niveau de vie de 1,4 %, est comparable à celle de l'Ontario (1,5 %) et plus près de la moyenne canadienne (1,7 %).

Par ailleurs, la performance économique des États-Unis se démarque tant par rapport au Québec que par rapport au Canada. La progression du PIB réel, globale et par habitant, a été significativement plus rapide aux États-Unis que pour l'ensemble canadien au cours de cette période.

GRAPHIQUE 12

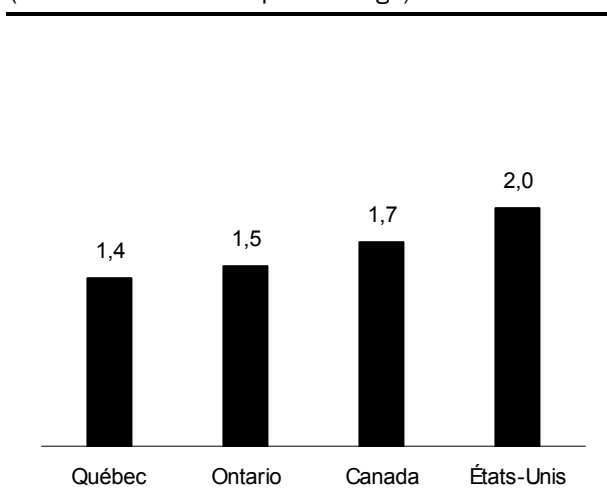
PIB réel de 1982 à 2006
(variation annuelle en pourcentage)



Sources : Global Insight, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

GRAPHIQUE 13

PIB réel par habitant de 1982 à 2006
(variation annuelle en pourcentage)



Sources : Global Insight, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

❑ Un retard de niveau de vie qui persiste néanmoins

Même si le Québec a connu une progression similaire à l'Ontario de son niveau de vie depuis 25 ans, il n'en conserve pas moins, en dollars, un retard important. En 2006, le niveau de vie s'élevait à 33 966 dollars au Québec, comparativement à 41 117 dollars en Ontario.

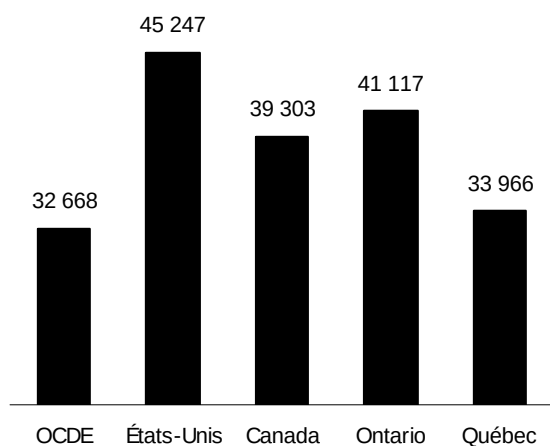
L'écart par rapport aux États-Unis est encore plus large, puisque l'on estime que le niveau de vie des Américains se chiffrait, en 2006, à 45 247 dollars canadiens. Cependant, le Québec conservait un écart favorable de 3 % en comparaison avec le niveau de vie moyen des pays de l'OCDE (32 668 dollars canadiens en 2006).

Cet écart de niveau de vie de la population représente un enjeu majeur pour le Québec puisqu'il prive les citoyens et l'État d'une richesse importante, laquelle pourrait servir entre autres à financer les services et les infrastructures publics. La création de richesse élargit les choix individuels et collectifs possibles. Elle concerne autant la lutte à la pauvreté, la protection de l'environnement, qu'un style de vie plus aisé.

GRAPHIQUE 14

Niveau de vie, 2006

(PIB réel par habitant,
en dollars canadiens de 2006)

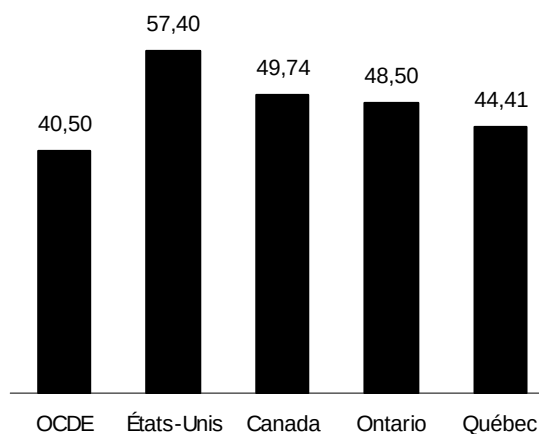


Sources : Statistique Canada et OCDE.

GRAPHIQUE 15

PIB réel par heure travaillée, 2006

(en dollars canadiens de 2006)



Sources : Statistique Canada et OCDE.

L'écart défavorable de niveau de vie du Québec est grandement associé au retard important de sa productivité par rapport à ses principaux partenaires commerciaux tant en niveau qu'en croissance de la productivité par heure travaillée.

- En 2006, le PIB par heure s'élevait à 44,41 dollars au Québec comparativement à 48,50 dollars en Ontario et à 57,40 dollars aux États-Unis. La productivité québécoise demeure toutefois supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE, qui était de 40,50 dollars canadiens en 2006.
- En outre, comme la croissance de la productivité du travail demeure plus lente au Québec, ces écarts de productivité ont eu tendance à s'aggraver au cours des 25 dernières années.

Comparaisons internationales de niveaux de vie

Les comparaisons internationales révèlent que le niveau de vie au Québec se compare de moins en moins avantageusement aux principaux pays de l'OCDE.

En 1982, le Québec occupait le douzième rang parmi les pays de l'OCDE, et l'Ontario, le troisième rang. Le Canada, qui se plaçait au septième rang en 1982, a maintenu sa place au peloton, puisque placé huitième en 2006. Toutefois, le Québec a glissé, passant au dix-septième rang et se faisant doubler par des pays comme l'Irlande, les Pays-Bas et la Finlande. L'Ontario a, pour sa part, reculé en cinquième place.

TABLEAU 1

Comparaisons de niveaux de vie de certains pays de l'OCDE, du Québec et de l'Ontario

1982		2006		
Pays	Rang	Pays	Rang	Niveau en \$Can
Suisse	1	Suisse	7	39 885
Luxembourg	2	Luxembourg	1	75 860
Ontario	3	Ontario	5	41 117
États-Unis	4	États-Unis	3	45 247
Islande	5	Islande	6	40 353
Norvège	6	Norvège	2	47 730
Canada	7	Canada	8	39 303
Suède	8	Suède	9	38 523
Autriche	9	Autriche	11	37 708
Danemark	10	Danemark	12	37 676
Québec	12	Québec	17	33 966
Pays-Bas	13	Pays-Bas	10	37 708
Finlande	18	Finlande	14	36 140
Irlande	24	Irlande	4	42 499

Sources : Statistique Canada et OCDE.

❑ Relever le défi de la productivité

Le défi de rehausser la croissance de la productivité québécoise est d'autant plus important que dans l'avenir, les gains de productivité deviendront la principale, sinon la seule, source d'accroissement de la richesse. Contrairement au passé, où les hausses de productivité et de la population en âge de travailler contribuaient à parts égales à l'essentiel de la croissance de l'économie du Québec, la démographie cessera progressivement, dans le futur, d'alimenter la croissance économique.

- Tous les scénarios démographiques de l'Institut de la statistique du Québec envisagent une croissance de plus en plus lente de la population et de la main-d'œuvre du Québec. En fait, selon le scénario de référence qui utilise les tendances démographiques lourdes observées, la population du Québec pourrait diminuer dès 2032.

En considérant l'hypothèse que la croissance de la productivité québécoise ne serait pas rehaussée dans le futur, la croissance potentielle de l'économie du Québec serait réduite significativement par les effets du choc démographique à venir. En effet :

- La croissance de la productivité demeurerait donc identique à la croissance observée en moyenne depuis 25 ans, soit 0,9 % par an;
- La croissance de la population sera réduite graduellement de l'ordre de 0,9 % par an à 0,3 % par an, selon les tendances prévues;
- Par conséquent, la croissance potentielle de l'économie québécoise serait réduite du tiers pour passer de 2,1 %, en moyenne entre 1982 et 2006, à 1,4 % en 2015, soit une réduction de 0,7 point de pourcentage.

TABLEAU 2

Principales sources de la croissance économique du Québec (variation annuelle moyenne en pourcentage)

	1982-2006	Projections		
		2010	2015	2020
Évolution de la population de 15 ans et plus ⁽¹⁾	0,9	0,7	0,4	0,3
Évolution de la productivité ⁽²⁾	0,9	0,9	0,9	0,9
Évolution du marché du travail	0,3	0,1	0,1	0,1
PIB réel	2,1	1,7	1,4	1,3

(1) Le scénario de référence (2004) de l'Institut de la statistique du Québec pour la période de projections.

(2) Maintien de la tendance sur la période de projections.

Source : Ministère des Finances du Québec.

Le gouvernement du Québec a déjà mis en place un éventail de mesures qui influenceront à moyen terme la réalité démographique, notamment le nouveau régime de congés parentaux, les mesures de soutien financier aux familles, dont le « Soutien aux enfants » ainsi que le rehaussement des niveaux d'immigration.

La productivité selon les grands secteurs économiques

En 2006, le produit intérieur brut du Québec s'élevait à 283 milliards de dollars, soit environ le cinquième de l'économie canadienne.

L'économie du Québec s'est grandement transformée au cours des dernières décennies. Longtemps reconnue pour ses ressources naturelles, l'économie est maintenant bien diversifiée :

- Le secteur des ressources naturelles représente 2,2 % de l'économie;
- Le secteur de la construction, 5,4 %;
- Le secteur manufacturier, 19,2 %;
- Le secteur des services, 73,2 %.

Au chapitre de la productivité sectorielle, mesurée par la production réelle par heure travaillée, l'écart du Québec par rapport à l'Ontario se constate en particulier dans le secteur des services commerciaux, une observation d'autant plus importante que ce secteur occupe une très grande place économique totalisant la moitié des heures travaillées. Dans le secteur manufacturier, malgré un rattrapage certain ces dernières années, un retard persiste.

TABLEAU 3

La productivité au Québec et en Ontario dans certains secteurs

(PIB réel par heure travaillée, en dollars, 1977-2003)

	Québec	Ontario	Écart
Services commerciaux	32,76	38,91	-15,8 %
Fabrication	37,73	40,24	-6,2 %
Secteur des entreprises	35,13	38,81	-9,5 %

Source : Statistique Canada.

Pour répondre au défi de la productivité, il faut agir sur les principaux facteurs qui contribuent à améliorer la productivité, soit :

- Les investissements en capital humain : l'éducation et la formation;
- La recherche et le développement;
- L'investissement en capital physique et en innovation.

Le gouvernement agit déjà sur ces principaux facteurs. La section 2 présente avec plus de détails les actions du gouvernement du Québec en faveur de la croissance économique. Nombre de ces actions créent un environnement favorable au rehaussement de la productivité québécoise.

❑ Le capital humain : un retard qui s'amenuise

La qualité du capital humain d'une économie s'évalue d'abord par la scolarisation et par la littératie¹. À cet égard, l'écart historique existant entre les Québécois et leurs pairs canadiens et américains a pratiquement été comblé par les nouvelles générations de Québécois.

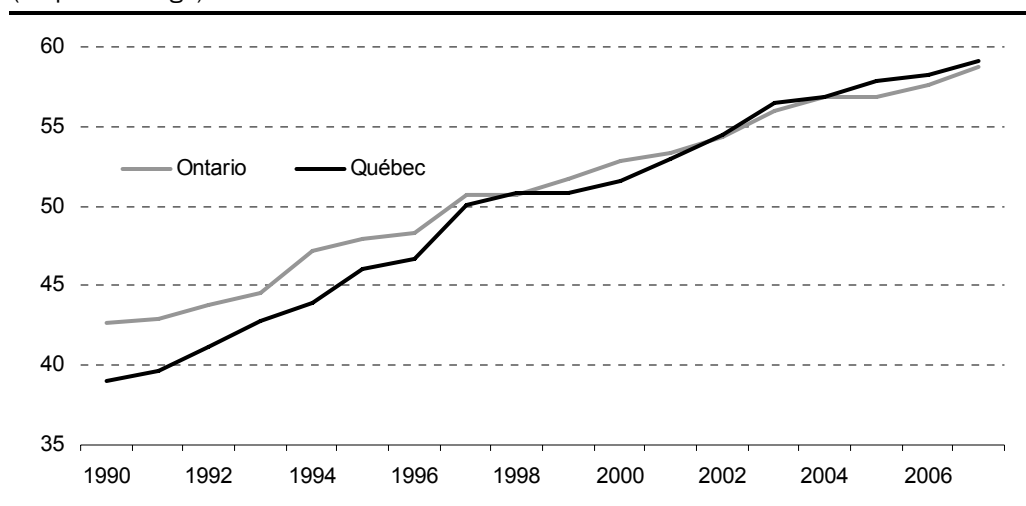
- Le taux d'obtention d'un diplôme secondaire au Québec se compare maintenant avantageusement, bien qu'un retard subsiste à l'égard des études universitaires au premier cycle.
- De même, le niveau de littératie chez les Québécois de 27 à 36 ans se colle à celui des habitants des autres provinces.

Les évaluations de la qualité du capital humain des travailleurs dépendent aussi des investissements continus qui sont faits en formation de la main-d'œuvre. À l'échelle canadienne, le Québec reste sous la moyenne nationale à ce chapitre, mais des progrès remarquables ont été enregistrés durant les dernières années.

Le retard des travailleurs québécois sur le plan de la scolarité, de la littératie et de la formation a donc tendance à s'amenuiser à mesure que les jeunes travailleurs québécois, avec un capital humain de haute qualité, se joignent à la main-d'œuvre active. Les progrès, à ce chapitre, doivent se poursuivre pour permettre au Québec de profiter d'une main-d'œuvre de plus en plus scolarisée, formée et qualifiée, nécessaire dans un contexte démographique de rareté de main-d'œuvre.

GRAPHIQUE 16

Proportion de la population de 15 ans et plus ayant une scolarité postsecondaire complète ou partielle
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

¹ L'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite.

□ Un effort soutenu en recherche et développement

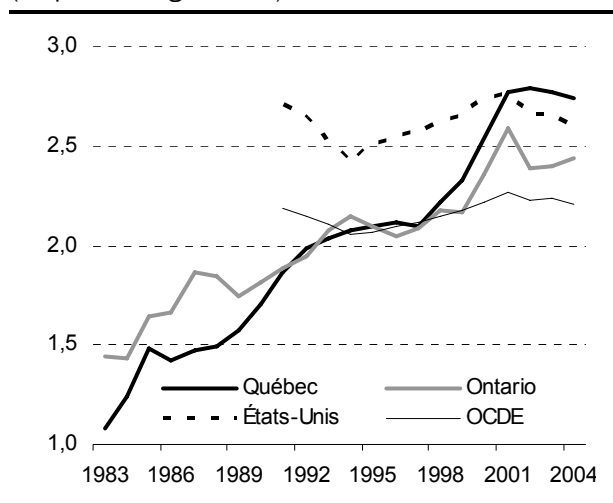
Les dépenses en recherche et développement (R-D) génèrent des gains de productivité dans l'industrie innovatrice. De même, les entreprises qui s'approprient les résultats de la R-D adoptent de nouvelles technologies ou des produits, services et processus d'affaires plus efficaces.

Le Québec a accru ses efforts en R-D de façon spectaculaire depuis 1991. Il a ainsi rattrapé puis surpassé l'Ontario au chapitre du total des dépenses en R-D, incluant celles du secteur public. Ce rattrapage place le Québec au-dessus des États-Unis et dans une meilleure position par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE.

De plus, le Québec dépense maintenant plus dans la R-D privée que l'Ontario, en pourcentage du PIB. Cependant, il garde un retard par rapport à son voisin du sud. On associe, entre autres, l'accélération de la productivité du secteur manufacturier américain durant la dernière décennie à la R-D des secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC).

GRAPHIQUE 17

Intensité de la R-D des secteurs privé et public ⁽¹⁾
(en pourcentage du PIB)

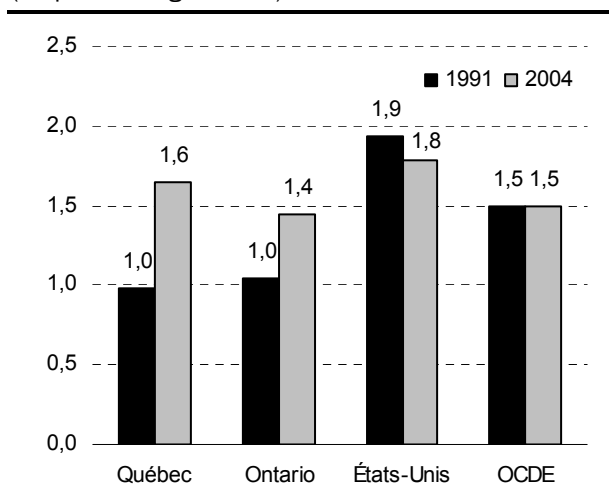


(1) Dépenses intra-muros des entreprises, de l'enseignement supérieur et de l'État.

Source : Institut de la statistique du Québec.

GRAPHIQUE 18

Intensité de la R-D du secteur privé
(en pourcentage du PIB)



Source : Institut de la statistique du Québec.

❑ Un déficit d'investissement à corriger

L'investissement en machines et matériel est un moyen indispensable pour accroître la productivité et, donc, la prospérité.

- Une économie plus productive mène à de meilleurs emplois, à un revenu personnel plus élevé et à une plus grande qualité de vie pour les citoyens.
- Aussi, ces investissements permettent de maintenir, d'accroître et d'améliorer le stock de capital disponible pour chaque travailleur et assurent l'introduction de nouvelles technologies.

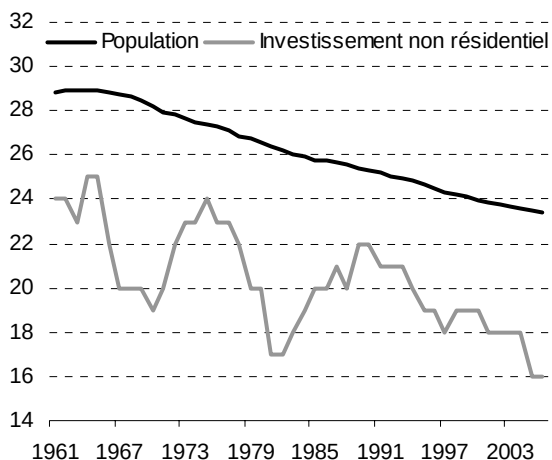
Or, l'effort d'investissement en machines et matériel est plus bas au Québec que chez ses voisins. Ce déficit d'investissement pénalise les entreprises québécoises en ralentissant le rythme d'adoption des nouvelles technologies, lesquelles sont incorporées dans les nouveaux équipements.

Au titre de l'investissement en capital physique, on peut dégager les constats suivants :

- Le Québec n'attire pas une part des investissements comparable à son poids démographique au Canada;
- Le Québec affiche toujours un taux d'investissement moins élevé en machines et matériel que ses voisins. Ce retard d'investissement nuit à la croissance de la productivité et à la progression du niveau de vie des Québécois;
- L'investissement en machines et équipement croît moins rapidement au Québec que chez ses principaux partenaires commerciaux nord-américains.

GRAPHIQUE 19

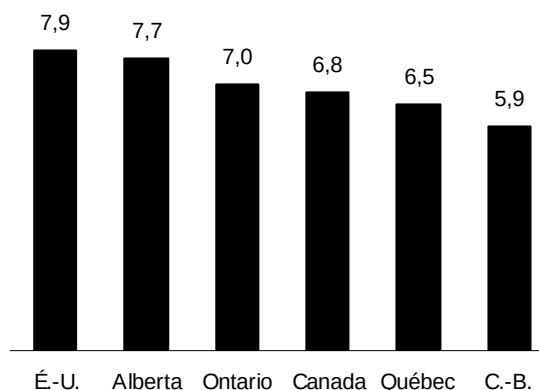
**Part des investissements
comparativement au poids démographique**
(Québec, en pourcentage du Canada)



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 20

**Taux d'investissement en machines
et matériel**
(en pourcentage du PIB, moyenne de 1989, 2006)



Source : Statistique Canada.

Or, investir permet aux entreprises de s'ajuster à un environnement international plus exigeant et plus compétitif. Les investissements des entreprises leur permettent notamment :

- d'augmenter leur compétitivité malmenée par un dollar à parité;
- de développer de nouveaux marchés;
- de s'intégrer aux nouvelles chaînes de production mondiales;
- d'adopter des processus de production moins énergivores et plus propres.

Le gouvernement doit ainsi poursuivre ses efforts pour créer un contexte favorable aux investissements.

Un déclin de la population appréhendé

À l'instar de plusieurs autres pays industrialisés, le Québec connaît, depuis plusieurs années, un ralentissement de sa croissance démographique et un vieillissement de sa population.

Cette situation est le résultat de trois tendances lourdes :

- Une faible natalité;
- Des mouvements migratoires peu favorables;
- Un allongement de l'espérance de vie.

Ces tendances pourraient avoir des conséquences importantes sur la croissance économique. On assisterait à une diminution du bassin de travailleurs potentiels et à une réduction de la taille du marché québécois.

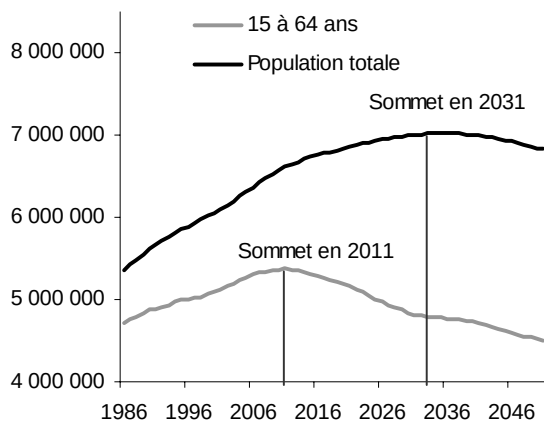
Aussi, les changements démographiques pourraient entraîner des pressions importantes et croissantes sur les finances publiques, en raison :

- de la réduction de la croissance économique appréhendée et de ses impacts sur la croissance des revenus du gouvernement;
- de la pression importante qu'exercerait le vieillissement de la population sur les dépenses de programmes, notamment en santé.

GRAPHIQUE 21

Population québécoise

(nombre d'individus)

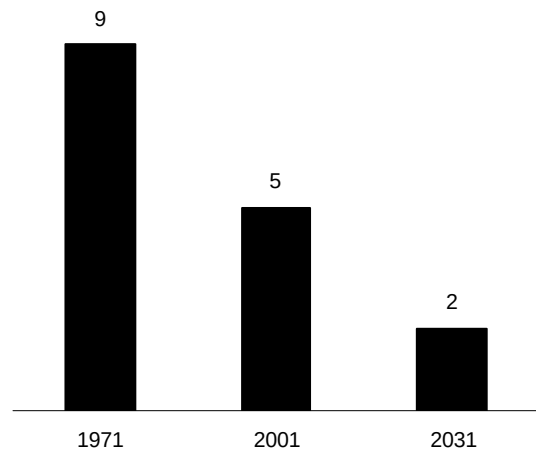


Source : Institut de la statistique du Québec.

GRAPHIQUE 22

Nombre de personnes en âge de travailler - 15 à 64 ans

(pour chaque personne de 65 ans ou plus)



Source : Institut de la statistique du Québec.

2. DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les résultats économiques intéressants du Québec observés depuis 2003 traduisent d'abord et avant tout le dynamisme des entreprises et des travailleurs québécois. Aussi, ces résultats ne sont pas étrangers aux actions posées par le gouvernement afin d'appuyer la croissance économique.

Des finances publiques saines sont un gage de stabilité pour les individus comme pour les entreprises. Le respect de l'équilibre budgétaire, une gestion rigoureuse des dépenses et le maintien d'un niveau d'endettement public soutenable permettent de maintenir un fardeau fiscal compétitif et d'assurer la qualité et la pérennité des services publics.

C'est pourquoi depuis 2003, le gouvernement du Québec agit afin d'aider l'économie québécoise à réaliser son plein potentiel. Son action s'est organisée autour de quatre axes, répondant directement aux attentes des Québécois :

- Un contrôle serré des dépenses dans un souci de gestion rigoureuse des finances publiques;
- Une fiscalité compétitive qui encourage le travail, l'investissement et l'innovation;
- Des infrastructures publiques modernes;
- Un soutien au développement économique durable.

2.1 Un contrôle serré des dépenses dans un souci de gestion rigoureuse des finances publiques

La gestion rigoureuse des finances publiques se fait dans un souci de maintien de qualité et de pérennité des services publics. Cette gestion rigoureuse permet de maintenir l'équilibre budgétaire sur l'horizon du cadre financier. Elle repose notamment sur un contrôle des dépenses et de l'endettement.

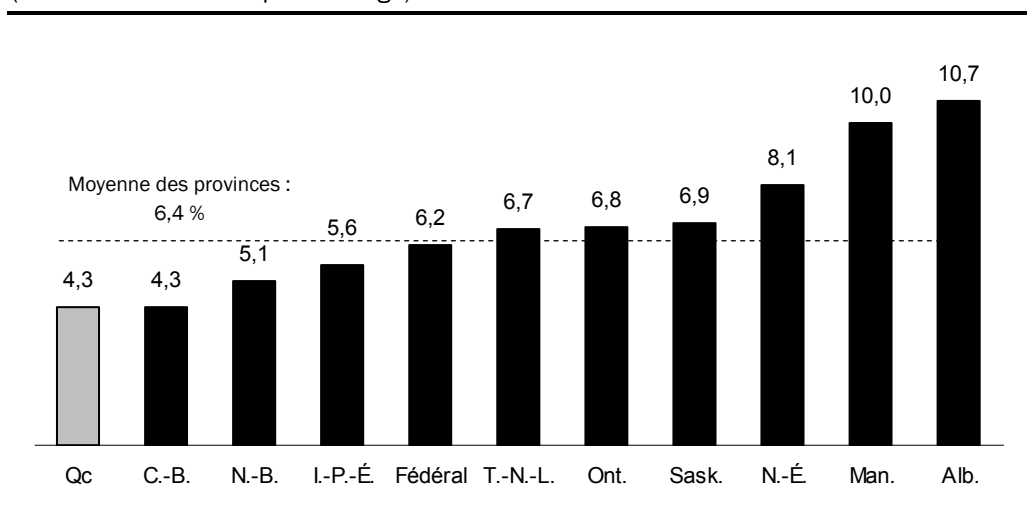
Depuis 2003, la croissance annuelle moyenne des dépenses de programmes du Québec s'est élevée à 4,3 %, comparativement à 6,4 % pour la moyenne canadienne. En fait, avec la Colombie-Britannique, le Québec est la province canadienne qui a maintenu la plus faible croissance de ses dépenses.

— La croissance des dépenses de programmes reste inférieure à la croissance de l'économie, malgré les pressions exercées par la santé et l'éducation.

Par ailleurs, la création du Fonds des générations confirme l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau de la dette. Grâce à ce Fonds, la part relative de la dette dans l'économie fléchira à moins de 25 % d'ici 2026, comparativement à 43,4 % pour l'exercice 2006-2007.

GRAPHIQUE 23

Dépenses de programmes de 2003-2004 à 2007-2008 (variation annuelle en pourcentage)



Source : Ministère des Finances du Québec.

Cette saine gestion des finances publiques a été reconnue par les agences de crédit. En effet, en 2006, Moody's et Dominion Bond Rating Service ont augmenté la cote de crédit du Québec. De plus, deux autres agences ont amélioré, de stable à positive, la perspective associée à la cote de crédit du Québec : Standard and Poor's en juillet 2007 et Fitch en janvier 2008.

❑ Des investissements importants en santé et en éducation

Depuis 2003, le gouvernement a investi dans ses priorités que sont la santé et l'éducation.

Ainsi, le gouvernement a octroyé près de 60 % de l'augmentation des dépenses de programmes dans le domaine de la santé, soit une croissance annuelle moyenne de 5,9 %.

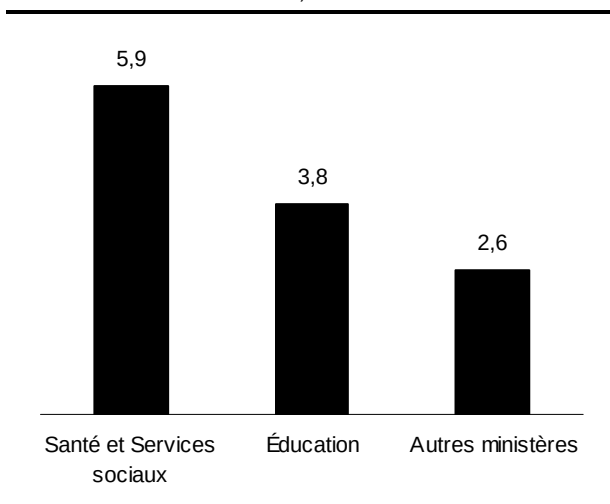
Par ailleurs, pour la même période, la croissance annuelle moyenne de l'éducation s'est élevée à 3,8 %, représentant plus de 22 % de l'augmentation des dépenses de programmes. Ces montants ont permis notamment de mettre en place les mesures suivantes afin d'aider à la scolarisation, à la réussite scolaire, à l'alphabétisation et à la formation continue par :

- L'ajout de 90 minutes par semaine de temps d'enseignement ainsi que par le soutien de l'aide aux devoirs pour les élèves du primaire;
- Le plan triennal sur la lecture à l'école;
- La stratégie d'intervention « Agir autrement » pour la réussite des élèves dans les écoles secondaires en milieu défavorisé;
- Le soutien des élèves à risque et des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;
- La politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue.

GRAPHIQUE 24

Dépenses de programmes

(variation annuelle moyenne de 2003-2004 à 2007-2008)

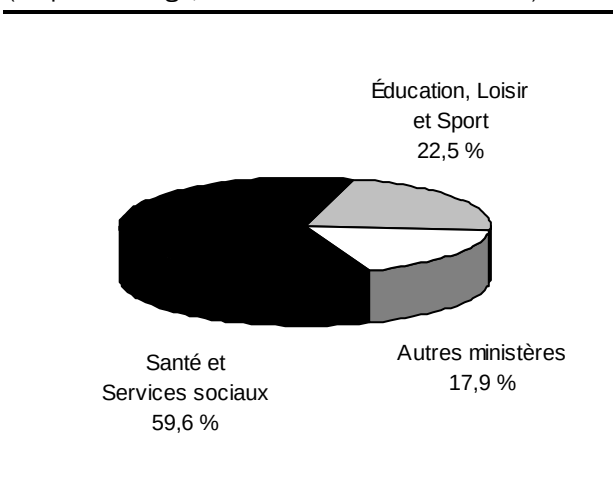


Source : Secrétariat du Conseil du trésor.

GRAPHIQUE 25

Répartition de la croissance des dépenses de programmes

(en pourcentage, de 2003-2004 à 2007-2008)



Source : Secrétariat du Conseil du trésor.

2.2 Une fiscalité compétitive

Une fiscalité compétitive permet d'encourager le travail, l'investissement et l'innovation. En outre, les réductions du fardeau fiscal des contribuables du Québec, les particuliers et les entreprises, ont des impacts multiplicateurs sur la croissance économique et sur la création d'emplois.

□ Une réduction du fardeau fiscal des particuliers

Les mesures mises de l'avant pour réduire le fardeau fiscal des particuliers permettent de valoriser le travail, d'améliorer la compétitivité fiscale, de soulager la classe moyenne et de soutenir les familles. Ce fardeau fiscal a été réduit de 4,5 milliards de dollars depuis 2003, tenant compte de la baisse d'impôt de 950 millions de dollars annoncée pour 2008.

En particulier, le Québec a réduit l'écart de fardeau fiscal, par rapport aux autres provinces, de 2,1 milliards de dollars à 646 millions de dollars depuis 2003. Ainsi, l'écart par rapport à la moyenne canadienne a été réduit de près de 70 %.

— Avec la dernière baisse d'impôt de 950 millions de dollars en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008, le Québec est passé au cinquième rang des provinces les moins imposées, et ce, malgré les baisses d'impôt annoncées par huit autres provinces dans leur budget 2007-2008.

TABLEAU 4

Impôt des particuliers

(écart de fardeau fiscal entre le Québec et les autres provinces, en appliquant la structure de taxation des autres provinces au Québec ⁽¹⁾)

	2003	2008 ⁽²⁾	
	(M\$)	(M\$)	(\$ par contribuable)
Écart Québec – autres provinces ⁽³⁾			
Colombie-Britannique	3 569	3 278	898
Alberta	4 449	3 168	868
Ontario	5 642	2 699	739
Saskatchewan	2 394	555	152
Terre-Neuve-et-Labrador	-965	-560	-153
Manitoba	692	-686	-188
Nouveau-Brunswick	1 701	-722	-198
Île-du-Prince-Édouard	103	-901	-247
Nouvelle-Écosse	664	-1 014	-278
Écart moyen	2 134	646	177

(1) Incluant les contributions-santé et les mesures d'aide aux familles.

(2) Incluant les mesures des budgets 2007-2008 du Québec, du gouvernement fédéral et de toutes les autres provinces.

(3) L'abattement du Québec de 16,5 % est retranché de l'écart de fardeau fiscal.

❑ Une fiscalité plus favorable aux entreprises

Pour soutenir les entreprises dans leurs efforts d'investissement, le gouvernement a considérablement allégé le poids de la fiscalité sur l'investissement par :

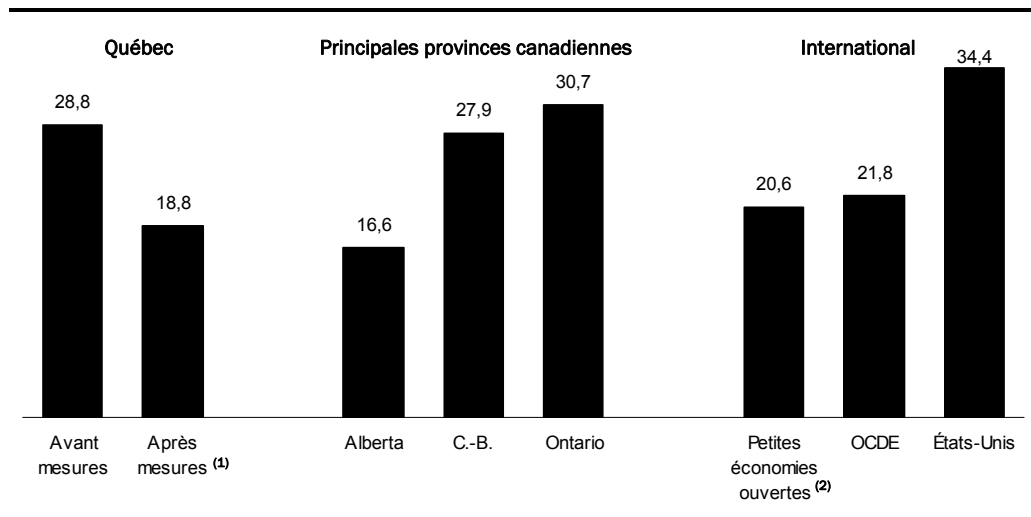
- L'abolition progressive de la taxe sur le capital d'ici 2011;
- L'instauration d'un crédit de taxe sur le capital dont le taux a été porté de 5 % à 15 % et qui permet aux entreprises manufacturières d'accélérer l'élimination de la taxe sur le capital lorsqu'elles investissent;
- La reconnaissance de l'importance d'une fiscalité préférentielle pour les PME. Depuis 2005, 210 000 d'entre elles n'ont plus à payer la taxe sur le capital. En outre, le taux d'imposition qui leur est applicable est de 8 %, comparativement à 11,4 % pour les grandes entreprises;
- L'allègement du fardeau fiscal des entreprises qui investissent, en haussant les taux de déduction pour amortissement, notamment ceux s'appliquant au secteur manufacturier.

Avec l'ensemble des gestes posés, le poids de la fiscalité sur chaque dollar investi, tel que mesuré par le taux effectif marginal d'imposition sur l'investissement, sera réduit fortement, s'établissant à 18,8 % une fois l'impact des mesures à terme. Le Québec sera ainsi dans une excellente position afin de concurrencer les autres pays pour l'attraction et la rétention des investissements.

GRAPHIQUE 26

Comparaison des taux effectifs marginaux d'imposition sur l'investissement - 2012

(en pourcentage)



(1) Avant les mesures du *Budget 2007-2008* du Québec et celles du gouvernement fédéral annoncées dans *Le budget de 2007* et *l'Énoncé économique de 2007*.

(2) Petites économies ouvertes qui dépendent fortement d'échanges commerciaux avec des partenaires économiques de plus grande taille. Par exemple, la Suisse, l'Australie, l'Irlande, la Suède et la Norvège.

Sources : Ministère des Finances du Canada et ministère des Finances du Québec.

2.3 Des infrastructures publiques modernes

Les infrastructures publiques contribuent à la prospérité économique des générations présentes et futures.

- Les infrastructures de transport facilitent les échanges commerciaux;
- Les infrastructures municipales représentent un facteur de localisation des entreprises;
- Les infrastructures en éducation contribuent à la formation des travailleurs, à la recherche et à l'innovation;
- Les infrastructures en santé contribuent au bien-être de la population.

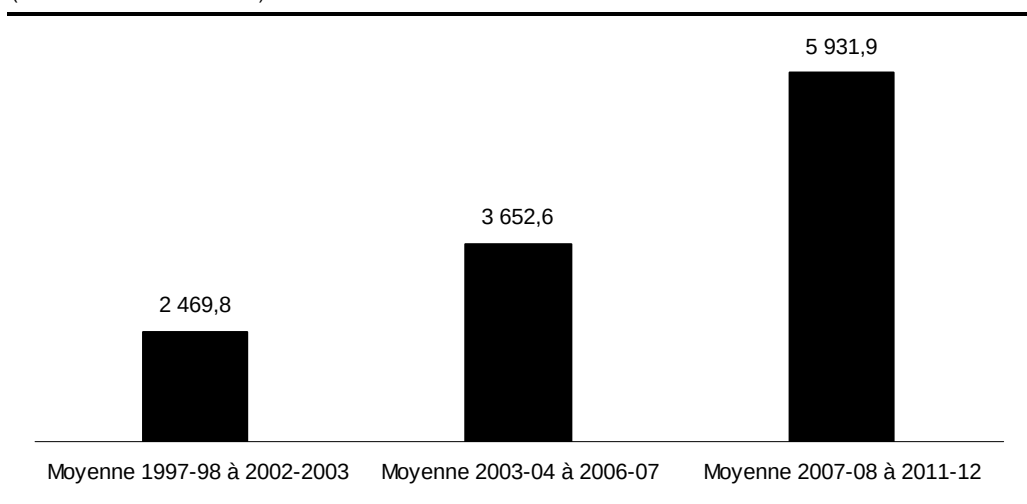
En lançant le « Plan québécois des infrastructures », un plan quinquennal de 30 milliards de dollars auquel s'ajoutent des parachèvements de 7 milliards de dollars, le gouvernement pose un geste pour la prospérité.

- Le gouvernement investira dans la réfection et dans la modernisation des écoles, des réseaux routiers, des hôpitaux et des infrastructures municipales.
- Ce plan prévoit aussi des investissements dans le transport en commun, dans les logements publics, la recherche, la sécurité publique et la culture.

Les investissements du gouvernement du Québec s'établiront annuellement à 5,9 milliards de dollars sur l'horizon 2011-2012, soit plus du double des investissements réalisés au cours de la période 1997-2003.

GRAPHIQUE 27

Investissements en immobilisation du gouvernement du Québec ⁽¹⁾
(en millions de dollars)



(1) Excluant les investissements réalisés par les ministères et les organismes budgétaires ainsi que par les fonds spéciaux à l'exception du FCARR.

Source : Des fondations pour réussir : Plan québécois des infrastructures, gouvernement du Québec, 2007.

2.4 Le soutien au développement économique durable

Depuis 2003, le gouvernement a révisé en profondeur son rôle économique, de même que ses moyens d'intervention. Il a posé plusieurs actions qui s'inscrivent désormais dans une vision économique structurée, afin de soutenir les entreprises et de stimuler le développement économique durable du Québec.

Le gouvernement a ainsi annoncé un ensemble cohérent de mesures et de stratégies favorisant la création de richesse dans toutes les régions du Québec. Concrètement :

- L'aide au financement des entreprises a été améliorée, et le rôle du gouvernement dans le capital de risque a été revu afin de favoriser une participation accrue du secteur privé;
- La « Stratégie pour le développement de toutes les régions » consacre 825 millions de dollars sur cinq ans (2007-2012) au développement régional;
- Enfin, la stratégie « Un Québec innovant et prospère » consacre une enveloppe de près de 900 millions de dollars sur trois ans (2007-2010) aux investissements gouvernementaux en recherche et innovation.

De plus, afin de contrer les effets négatifs de la conjoncture sur certains secteurs économiques du Québec et de les aider à se restructurer, le gouvernement est venu en aide aux secteurs qui connaissent des difficultés particulières en annonçant :

- Le « Plan d'action en faveur du secteur manufacturier » qui dédie 620 millions de dollars sur quatre ans (2007-2012) à ce secteur, soit 178 millions de dollars en mesures fiscales et 442 millions de dollars en mesures budgétaires;
- Le « Plan de soutien gouvernemental pour le redressement du secteur forestier » qui prévoit 1,4 milliard de dollars en mesures fiscales et budgétaires sur cinq ans (2005-2010).

Le gouvernement a également donné son appui à la réalisation de plusieurs projets structurants pour l'économie des régions, dont l'investissement d'Alcan au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le projet Le Massif dans Charlevoix et plusieurs projets de développement minier en Abitibi et dans le Nord-du-Québec.

Pour assurer le développement durable du Québec, le gouvernement a lancé une première initiative en annonçant un investissement de 25 millions de dollars dans un fonds de capital de risque québécois pour les technologies propres.

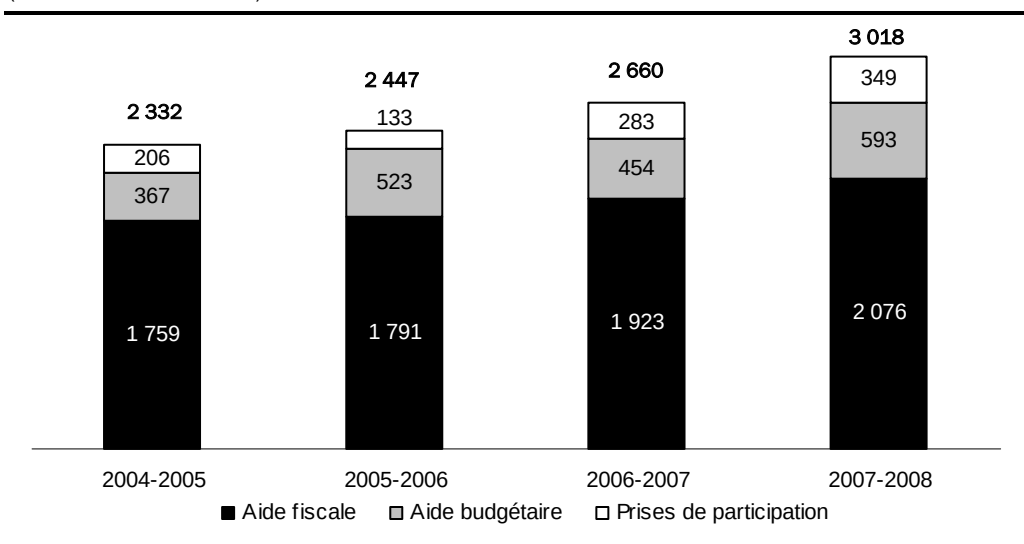
Enfin, pour positionner le Québec dans un contexte mondial où l'accès aux sources d'énergie renouvelable joue un rôle de plus en plus primordial, la « Stratégie énergétique du Québec 2006-2015 » prévoit des investissements de plus de 30 milliards de dollars sur dix ans pour le développement hydroélectrique et la valorisation du potentiel éolien.

L'ensemble de ces interventions se traduit par un soutien financier substantiel du gouvernement du Québec aux entreprises. En 2007-2008, l'ensemble de ces appuis représentera 3 milliards de dollars en aide fiscale et budgétaire, ainsi qu'en prises de participation des sociétés d'État.

GRAPHIQUE 28

Aide gouvernementale aux entreprises, 2004-2005 à 2007-2008

(en millions de dollars)



Source : Ministère des Finances du Québec.

3. QUESTIONS POUR DISCUSSION

- Quels rôles les citoyens, les entreprises et le gouvernement devraient-ils jouer pour accroître la prospérité des Québécois?
- Réduire les écarts de productivité du Québec par rapport à ses voisins et ses partenaires commerciaux devrait-il être une priorité du gouvernement?
- Pour accroître la productivité et stimuler la prospérité, le gouvernement devrait-il favoriser la croissance des investissements privés?
- Si oui, quels moyens devraient être privilégiés?
- L'investissement dans les technologies propres doit-il être soutenu de façon particulière?

Pour répondre à ces questions et donner vos commentaires,
rendez-vous sur :

www.finances.gouv.qc.ca

